

ont ignoré que nous étions une nation qui allait de Terre-Neuve jusqu'à la Colombie-Britannique. Ils ont laissé faire les investisseurs du Québec, les gens qui avaient fait confiance aux caisses d'entraide économique, et ils ne sont pas intervenus. Ils ont complètement ignoré la signification du Canada. Mais nous autres, nous ne l'ignorons pas et nous sommes conscients que certaines banques de l'Ouest connaissent des difficultés. On va les aider. On en fait une implication nationale.

Cela, monsieur le Président, on le fait pour le bien du pays; nous le faisons pour manifester notre prise de conscience de tous les dossiers. Je pense que cela répond très bien parce que, depuis qu'on a pris possession de l'administration du Canada, on a créé 416,000 emplois au niveau canadien, on a créé 130,000 emplois dans la province de Québec; alors que les libéraux créaient 600 emplois par mois pendant leur administration, nous avons créé 9,000 nouveaux emplois par mois. Nous avons plus créé de nouveaux emplois par mois pendant nos 14 derniers mois de pouvoir que les libéraux en avaient créé pendant les 55 derniers mois qu'ils ont été au pouvoir. Cela veut dire que la population, que les entrepreneurs, les petites et les moyennes entreprises ont confiance dans notre administration, et c'est pour cela qu'on s'affirme au niveau des deux banques en difficulté. Cela répond bien également au niveau des taux d'intérêt. Ils ont baissé de 3.6 p. 100 depuis septembre 1984; l'inflation a diminué depuis 1984; le Produit national brut a augmenté depuis 1984. Alors, je trouve qu'ils sont très mal placés pour critiquer notre projet de loi. Je veux terminer, monsieur le Président, en vous montrant aujourd'hui la première page du journal *The Globe and Mail*, il parle de l'organisation et de la coopération, du développement économique, il contient un article très positif sur notre administration. Ce n'est même pas un éditorial. C'est la première page d'un journal. Alors, les journaux d'un bout à l'autre du pays commentent à reconnaître notre compétence et à nous dire: Vous avez raison, continuez comme vous êtes, c'est comme cela qu'on vous aime!

● (1730)

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole pour participer au débat du projet de loi C-79. Tout à l'heure, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Vincent) a dit que ce qui était en jeu ici c'était la crédibilité d'un pays. Eh bien, il n'y est pas du tout! Ce qui est en jeu dans le présent débat, c'est la crédibilité du gouvernement conservateur. Je suis étonné et scandalisé que le préopinant ose laisser entendre que son parti a d'une façon ou d'une autre redonné confiance dans le système bancaire. Si les conservateurs ont réussi quelque chose, c'est bien à étouffer toute confiance que les institutions bancaires pourraient avoir dans le gouvernement actuel. Le secrétaire parlementaire a ajouté que les Canadiens n'étaient pas prêts d'oublier ce débat. En effet, et ils ne sont pas prêts d'oublier la position du gouvernement conservateur. Celui-ci dit en substance aux Canadiens et à l'opposition officielle: «Signez ce chèque en blanc au montant de 875 millions de dollars et faites-nous confiance; ne faites qu'apposer votre signature sur la ligne pointillée et vous n'aurez pas de problèmes». Nous ne sommes pas prêts à faire cela. Nous ne l'étions pas il y a plusieurs mois et nous ne le sommes toujours pas.

Indemnité aux déposants—Loi

En février et en mars dernier, la ministre d'État est venue dire à la Chambre, en plein débat de deuxième lecture, que les partis d'opposition avaient l'obligation morale de signer le chèque en blanc dont bénéficieraient des inconnus sans nom ni visage. Quel genre de moralité est donc la sienne? Où était le sens moral le 25 mars, lorsque la ministre d'État chargée des Finances (M^{me} McDougall), le ministre des Finances (M. Wilson) et le premier ministre (M. Mulroney) ont dit à la Chambre: «Ne vous inquiétez pas du programme de renflouement, car nous savons ce que nous faisons»? Où était le sens moral de ce gouvernement qui a refusé la demande maintes fois exprimée par l'opposition officielle de renvoyer toute la question à un comité parlementaire, afin que les parlementaires puissent étudier la situation et trouver les réponses désirées par les Canadiens? Où était le sens moral dans tout cela? Où était le sens moral pendant la période des questions, quand de façon constante et régulière, aux questions qui lui étaient lancées, le gouvernement répondait seulement qu'il avait nommé une sorte de commission et qu'il ne pouvait donc répondre aux questions? Où était la moralité dans tout cela? Où était la moralité quand, il y a plusieurs mois, le gouvernement a décidé de désindexer les pensions des personnes âgées en disant qu'il fallait qu'il réduise le déficit? Quels étaient les prétextes qu'il a invoqués dans le débat qui s'en est suivi ici? Il a très rapidement fait machine arrière, parce qu'il savait qu'il avait tort, comme il sait qu'il a tort maintenant. Quelle moralité peut-il y avoir à désindexer les allocations familiales malgré les promesses et les engagements pris d'un bout à l'autre du pays par le premier ministre? Où est la moralité là-dedans?

A quelle sorte d'hypocrisie nous heurtons-nous quand nous avons un gouvernement qui dit d'un côté: «Nous ne pouvons pas laisser les chèques d'allocations familiales comme ils étaient, nous les changeons, nous les baissons parce qu'il faut combattre le déficit, il faut que vous nous aidiez», en même temps qu'il affirme sans rougir que un milliard pour le renflouage des banques c'est tout à fait bien. Et il a l'audace de dire que c'est tout à fait bien tout en refusant de fournir les renseignements demandés par le Parlement et par les Canadiens. Ce sont eux qui vont faire les frais de ce chèque en blanc de 875 milliards. Ce n'est pas le gouvernement conservateur. Ce n'est pas le secteur bancaire. C'est aux Canadiens qu'on va demander de payer la note. Mais le gouvernement refuse de dire aux Canadiens pourquoi ils paient cette note et à qui l'argent va aller.

On nous a beaucoup reproché de manquer de compassion envers les groupes qui, parmi les déposants, seraient dans le besoin. Nous répétons depuis des mois au gouvernement—et nous le faisons encore aujourd'hui—que s'il y a des cas vraiment sérieux, nous sommes disposés à les examiner individuellement.

Nous demandons au gouvernement qu'il donne aux Canadiens la chance de savoir qui touchera cet argent. Cette demande n'a rien d'extraordinaire. Nous ne réclamons pas l'impossible. Or, les conservateurs de l'arrière-ban répondent en accusant les libéraux d'avoir dépensé je ne sais combien d'argent ça et là. Ils l'ont fait, mais en expliquant aux Canadiens où allait cet argent. Ils n'ont pas craint de leur exposer leur conception du Canada. Mais le gouvernement actuel est en train d'établir de graves précédents lorsqu'il agit sous le